Supplemento ordinario alla " Gazzetta Ufficiale ,, n. 26 del 26 gennaio 1978

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — Roma - Giovedì, 26 gennaio 1978 — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 6540139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

LEGGE 27 dicembre 1977, n. **1018.**

Approvazione ed esecuzione dello statuto dell'Organizzazione mondiale del turismo (OMT), con le allegate regole di finanziamento, adottato a Città del Messico il 27 settembre 1970.

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 28 settembre 1977, n. **1019.**

Esecuzione degli accordi firmati a Bruxelles il 15 ottobre 1974 ed il 21 aprile 1975 tra il Governo italiano e l'Organizzazione del trattato Nord Atlantico ed i suoi organi, relativi all'applicazione del titolo VI della convenzione di Ottawa del 20 settembre 1951 ai funzionari degli organismi civili della NATO situati nel territorio della Repubblica, nonchè all'istituzione di un'agenzia della N.I.C.S.O. (NATO Integrated Communications System Organization) in Italia.

LEGGI E DECRETI

LEGGE 27 dicembre 1977, n. **1018.**

Approvazione ed esecuzione dello statuto dell'Organizzazione mondiale del turismo (OMT), con le allegate regole di finanziamento, adottato a Città del Messico il 27 settembre 1970.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' approvato lo statuto dell'Organizzazione mondiale del turismo (OMT) con le allegate regole di finanziamento, adottato a Città del Messico il 27 settembre 1970.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'atto internazionale di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 36 dello statuto stesso.

Art. 3.

All'onere derivante dall'attuazione della presente legge nell'anno finanziario 1976, valutato in lire 50 milioni, si provvede mediante riduzione del fondo speciale di cui al capitolo 6856 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'anno medesimo.

All'onere relativo all'anno finanziario 1977, valutato in lire 65 milioni, si provvede mediante riduzione del corrispondente capitolo 6856 per l'esercizio 1977.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 27 dicembre 1977

LEONE

ANDREOTTI — FORLANI —
STAMMATI — ANTONIOZZI

Visto, *il Guardasigilli*: BONIFACIO

ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME (OMT)

STATUTS

CONSTITUTION

ARTICLE 1.

L'Organisation mondiale du tourisme. dénommée « l'Organisation » dans les articles suivants, est créée en tant qu'organisation internationale de caractère intergouvernemental résultant de la transformation de l'Union internationale des Organismes officiels de tourisme (UIOOT).

SIÈGE

ARTICLE 2.

Le siège de l'Organisation est déterminé et peut être changé à tout moment par décision de l'Assemblée générale.

BUTS

ARTICLE 3.

1. L'objectif fondamental de l'Organisation est de promouvoir et de développer le tourisme en vue de contribuer à l'expansion économique, à la compréhension internationale, à la paix, à la prospérité ainsi qu'au respect universel et à l'observation des droits et des libertés humaines fondamentales sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion. L'Organisation prendra toutes les mesures nécessaires en vue d'atteindre cet objectif.

2. Dans la poursuite de cet objectif, l'Organisation pretera une attention particulière aux intérêts des pays en voie de développement dans le domaine du tourisme.

3. Afin d'affirmer le role central qu'elle est appelée à jouer dans le domaine du tourisme, l'Organisation établira et maintiendra une coopération efficace avec les organes compétents des Nation Unies et

ses institutions spécialisées. A cet effet, l'Organisation cherchera à établir des rapports de coopération et de participation avec le Programme des Nations Unies pour le Développement, en tant qu'organisation participante et chargée de l'exécution du Programme.

MEMBRES

ARTICLES 4.

La qualité de Membre de l'Organisation sera accessible aux:

a) Membres effectifs;
b) Membres associés;
c) Membres affiliés.

ARTICLES 5.

1. La qualité de Membre effectif de l'Organisation est accessible à tous les Etats souverains.

2. Les Etats dont les organismes nationaux de tourisme sont Membres effectifs de l'UIOOT, à la date de l'adoption des présents Statuts par l'Assemblée générale extraordinaire de l'UIOOT, ont le droit de devenir, sans nécessité de vote, Membres effectifs de l'Organisation, au moyen d'une déclaration formelle par laquelle ils adoptent les Statuts de l'Organisation et acceptent les obligations inhérentes à la qualité de Membre.

3. D'autres Etats peuvent devenir Membres effectifs de l'Organisation si leur candidature est approuvée par l'Assemblée générale à la majorité des deux-tiers des Membres effectifs présents et votants, sous réserve que ladite majorité comprenne la majorité des Membres effectifs de l'Organisation.

ARTICLE 6.

1. La qualité de Membre associé de l'Organisation est accessible à tout les territoires ou groupes de territoires qui n'ont pas la responsabilité de leurs relations extérieures.

2. Les territoires ou groupes de territoires dont les organismes nationaux de tourisme sont Membres effectifs de l'UIOOT à la date de l'adoption des présents Statuts par l'Assemblée générale extraordinaire de l'UIOOT, ont le droit de devenir, sans nécessité de vote, Membres associés de l'Organisation, sous réserve de l'approbation de l'Etat qui assume la responsabilité de leurs relations extérieures, lequel doit également déclarer, en leur nom, que ces territoires ou groupes de territoires adoptent les Statuts de l'Organisation et acceptent les obligations inhérentes à la qualité de Membre.

3. Des territoires ou groupes de territoires peuvent devenir Membres associés de l'Organisation si leur candidature obtient l'approbation préalable de l'Etat Membre qui assume la responsabilité de leurs relations extérieures, lequel doit également déclarer en leur nom, que ces territoires ou groupes de territoires adoptent les Statuts de l'Orga-

nisation et acceptent les obligations inhérentes à la qualité de Membre. L'Assemblée doit approuver ces candidatures à la majorité des deux-tiers des Membres effectifs présents et votants, sous réserve que ladite majorité comprenne la majorité des Membres effectifs de l'Organisation.

4. Lorsq'un Membre associé de l'Organisation devient responsable de la conduite de ses relations extérieures, il a le droit de devenir Membre effectifs de l'Organisation au moyen d'une déclaration formelle écrite, par laquelle il notifie au Secrétaire général qu'il adopte les Statuts de l'Organisation et qu'il accepte les obligations inhérentes à la qualité de Membre effectif.

ARTICLE 7.

1. La qualité de Membre affilié de l'Organisation est accessible aux organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales, qui s'occupent d'intérêts touristiques spécialisés ainsi qu'aux organisations commerciales et associations dont les activités sont en rapport avec les buts de l'Organisation ou qui relèvent de sa compétence.

2. Les Membres associés de l'UIOOT à la date de l'adoption des présents Statuts par l'Assemblée générale extraordinaire de l'UIOOT, ont le droit de devenir Membres affiliés de l'Organisation, sans nécessité de vote, au moyen d'une déclaration par laquelle ils acceptent les obligations inhérentes à la qualité de Membre affilié.

3. D'autres organisations internationales intergouvernementales et non gouvernementales, qui s'occupent d'intérêts touristiques spécialisés peuvent devenir Membres affiliés de l'Organisation sous réserve que leur candidature à la qualité de Membre soit présentée par écrit au Secrétaire général et qu'elle soit approuvée par l'Assemblée à la majorité des deux-tiers des Membres effectifs présents et votants, sous réserve que ladite majorité comprenne la majorité des Membres effectifs de l'Organisation.

4. Des organisation commerciales ou des associations qui s'occupent d'intérêts définis dans le paragraphe 1 ci-dessus, peuvent devenir Membres affiliés de l'Organisation, sous réserve que leur candidature à la qualité de Membre soit soumise par écrit au Secrétaire général et appuyée par l'Etat sous la juridiction duquel le siège du candidat se trouve situé. Lesdites candidatures doivent être approuvées par l'Assemblée à la majorité des deux-tiers des Membres effectifs présents et votants, sous réserve que ladite majorité comprenne la majorité des Membres effectifs de l'Organisation.

5. Il peut être constitué un Comité des Membres affiliés, qui établit son propre règlement, soumis à l'approbation de l'Assemblée. Le Comité peut être représenté aux réunions de l'Organisation. Il peut demander l'inscription de questions à l'ordre du jour de ces réunions. Il peut également formuler des recommandations à ces réunions.

6. Les Membres affiliés peuvent participer, à titre individuel ou groupés au sein du Comité des Membres affiliés, aux activités de l'Organisation.

ORGANES

ARTICLE 8.

1. Les organes de l'Organisation sont les suivants:

a) l'Assemblée générale, ci-après dénommée l'Assemblée;
b) le Conseil exécutif, ci-après dénommé le Conseil;
c) le Secrétariat.

2. Les réunions de l'Assemblée et du Conseil se tiennent au siège de l'Organisation à moins que les organes respectifs n'en décident autrement.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

ARTICLE 9.

1. L'Assemblée est l'organe suprême de l'Organisation; elle est composée de délégués représentant les Membres effectifs.

2. Lors des sessions de l'Assemblée, les Membres effectifs et associés ne pourront se faire représenter par plus de cinq déléguées, dont l'un sera nommé Chef de délégation par le Membre.

3. Le Comité des Membres affiliés peut désigner jusqu'à concurrence de trois observateurs et chaque Membre affilié peut nommer un observateur pour participer aux travaux de l'Assemblée.

ARTICLE 10.

L'Assemblée se réunit en session ordinaire tous les deux ans et, également, en session extraordinaire lorsque les circonstances l'exigent. Les sessions extraordinaires peuvent être convoquées à la demande du Conseil ou de la majorité des Membres effectifs de l'Organisation.

ARTICLE 11.

L'Assemblée adopte son propre Règlement.

ARTICLE 12.

L'Assemblée peut examiner toute question et formuler des recommandations sur tout sujet relevant de la compétence de l'Organisation. Outre celles qui lui sont conférées par ailleurs dans les présents Statuts, ses attributions sont les suivantes:

a) élire son Président et ses Vice-présidents;
b) élire les membres du Conseil;
c) nommer le Secrétaire géneral sur la recommandation du Conseil;
d) approuver le Règlement financier de l'Organisation;

e) énuncer des directives générales pour l'administration de l'Organisation;

f) approuver le Règlement du personnel applicable aux membres du personnel du Secrétariat;

g) élire les Commissaires aux comptes sur la recommandation du Conseil;

h) approuver le programme général de travail de l'Organisation;

i) contrôler la politique financière de l'Organisation et examiner et approuver le budget;

j) créer tout organe technique ou régional qui peut se révéler necessaire;

k) étudier et approuver les rapports d'activités de l'Organisation et des organes de celle-ci et prendre toutes dispositions nécessaires pour donner effet aux mesures qui en découlent;

l) approuver ou déléguer les pouvoirs en vue d'approuver la conclusion d'accords avec des gouvernements et des organisations internationales;

m) approuver ou déléguer les pouvoirs en vue d'approuver la conclusion d'accords avec des organisations ou des institutions privées;

n) élaborer et recommander des accords internationaux sur toute question qui relève de la compétence de l'Organisation;

o) se prononcer, conformément aux présents Statuts, sur les demandes d'admission à la qualité de Membre.

ARTICLE 13.

1. L'Assemblée élit son Président et ses Vice-présidents au début de chaque session.

2. Le Président préside l'Assemblée et accomplit les tâches qui lui sont confiées.

3. Le Président est responsable devant l'Assemblée au cours des sessions de celle-ci.

4. Le Président représente l'Organisation pendant la durée de son mandat dans toutes les manifestations où cette représentation est necessaire.

CONSEIL EXÉCUTIF

ARTICLE 14.

1. Le Conseil se compose de Membres effectifs élus par l'Assemblée à raison d'un Membre pour cinq Membres effectifs, conformément au Règlement arrêté par l'Assemblée, en vue d'atteindre une répartition géographique juste et équitable.

2. Un membre associé, désigné par les Membres associés de l'Organisation, peut participer aux travaux du Conseil, sans droit de vote.

3. Un répresentant du Comité des Membres affiliés peut participer aux travaux du Conseil, sans droite de vote.

ARTICLE 15.

Le mandat des membres élus du Conseil est de quatres ans, à l'exception de celui de la moitié des membres du premier Conseil, désignés par tirage au sort, qui est de deux ans. Il sera procédé tous les deux ans à l'élection de la moitié des membres du Conseil.

ARTICLE 16.

Le Conseil se réunit au moins deux fois par an.

ARTICLE 17.

Le Conseil élit, parmi ses membres élus, un Président et des Vice-Présidents pour un mandat d'un an.

ARTICLE 18.

Le Conseil adopte son propre Règlement.

ARTICLE 19.

Les fonctions du Conseil, outre celles qui lui sont par ailleurs conférées dans les présents Statuts. sont les suivantes:

a) prendre, en consultation avec le Secrétaire général, toutes les mesures nécessaires, en exécution des décisions et des recommandations de l'Assemblée, et faire rapport à celle-ci;

b) recevoir du Secrétaire général des rapports sur les activités de l'Organisation;

c) soumettre des propositions à l'Assemblée;

d) examiner le programme général de travail de l'Organisation élaboré par le Secrétaire général avant sa présentation à l'Assemblée;

e) soumettre à l'Assemblée des rapports et des recommandations portant sur les comptes et les prévisions budgétaires de l'Organisation;

f) créer tout organe subsidiaire nécessaire aux activités du Conseil;

g) exercer tout autre fonction qui peut lui être confiée par l'Assemblée.

ARTICLE 20.

Dans l'intervalle des sessions de l'Assemblée, et en l'absence de toute disposition contraire dans les présents Statuts, le Conseil prend les décisions d'ordre administratif et technique qui peuvent être nécessaires, dans le cadre des attributions et des ressources financières de l'Organisation, et fait rapport à la prochaine session de l'Assemblée, pour approbation, sur les décisions qui ont été prises.

SECRÉTARIAT

Article 21.

Le Secrétariat est composé du Secrétaire général et du personnel nécessaire à l'Organisation.

Article 22.

Sur recommandation du Conseil, le Secrétaire général est nommé pour une période de quatre ans à la majorité des deux-tiers des Membres effectifs présents et votants à l'Assemblée. Son mandat est renouvelable.

Article 23.

1. Le Secrétaire général est responsable devant l'Assemblée et le Conseil.

2. Le Secrétaire général est chargé de l'exécution des directives de l'Assemblée et du Conseil. Il soumet au Conseil des rapports sur les activités de l'Organisation, les comptes de gestion et le projet de programme général de travail ainsi que les propositions budgétaires de l'Organisation.

3. Le Secrétaire général assure la représentation juridique de l'Organisation.

Article 24.

1. Le Secrétaire général nomme le personnel du Secrétariat, conformément au Règlement du personnel approuvé par l'Assemblée.

2. Le personnel de l'Organisation est responsable devant le Secrétaire général.

3. La considération dominante dans le recrutement et la fixation des conditions d'emploi du personnel doit être la nécessité d'assurer à l'Organisation les services de personnes possédant les plus hautes qualités d'efficacité, de compétence technique et d'intégrité. Conformément à cette considération, sera dûment observée l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible.

4. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, le Secrétaire général et le personnel ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisation. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux et ne sont responsables qu'envers l'Organisation.

BUDGET ET DÉPENSES

Article 25.

1. Le budget de l'Organisation couvrant ses activités administratives et de programme général de travail, est financé par les contributions des Membres effectifs, associés et affiliés, selon un barème d'éva-

luation accepté par l'Assemblée, ainsi que par toute autre source possible de recettes de l'Organisation, conformément aux dispositions des Règles de financement annexées aux présents Statuts.

2. Le budget préparé par le Secrétaire général est soumis à l'Assemblée par le Conseil, pour examen et approbation.

ARTICLE 26.

1. Les comptes des l'Organisation sont examinés par deux Commissaires aux comptes, élus par l'Assemblée pour une période de deux ans sur la recommandation du Conseil. Les Commissaires aux comptes sont rééligibles.

2. Les Commissaires aux comptes, en plus de leurs fonctions d'examen des comptes, peuvent présenter les observations qu'ils jugent nécessaires concernant l'efficacité des procédures financières et la gestion, le système de comptabilité, le contrôle financier intérieur et d'une façon générale, les conséquences financières des pratiques administratives.

QUORUM

ARTICLE 27.

1. La présence de la majorité des Membres effectifs est nécessaire pour qu'il y ait quorum aux réunions de l'Assemblée.

2. La présence de la majorité des Membres effectifs du Conseil est nécessaire pou qu'il y ait quorum aux réunions du Conseil.

ARTICLE 28.

Chaque Membre effectif dispose d'une voix.

ARTICLE 29.

1. Sous réserve de dispositions contraires des présent Statuts, les décisions en toutes matières sont prises à l'Assemblée, à la majorité simple des Membres effectifs présents e votants.

2. Pour les décisions sur des questions entraînant des obligations budgétaires et financières pour les Membres, ainsi que sur le lieu du siège de l'Organisation, et pour toute autre question que la majorité simple des Membres effectifs estime d'une importance particulière, la majorité des deux-tiers des Membres effectifs présents et votants est nécessaire à l'Assemblée.

ARTICLE 30.

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité simple des membres présents et votants, à l'exception des recommandations en matière financière et budgétaire, qui doivent être approuvées à la majorité des deux-tiers des membres présents et votants.

CAPACITÉ JURIDIQUE, PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

ARTICLE 31.

L'Organisation possède la personnalité juridique.

ARTICLE 32.

L'Organisation bénéficie, sur le territoire des Etats Membres, des privilèges et immunités nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Ces privilèges et immunités peuvent être définis par des accords conclus par l'Organisation.

AMENDEMENTS

ARTICLE 33.

1. Tout projet d'amendement aux présents Statuts et à son annexe est trasmis au Secrétaire général, qui le communique aux Membres effectifs six mois au moins avant qu'il soit soumis à l'examen de l'Assemblée.

2. Un amendement est adopté par l'Assemblée à la majorité des deux-tiers des Membres effectifs présents et votants.

3. Un amendement entre en vigueur pour tous les Membres lorsque les deux-tiers des Etats Membres ont notifié leur approbation de celui-ci au Gouvernement dépositaire.

SUSPENSION

ARTICLE 34.

1. Si l'Assemblée estime qu'un Membre persiste à poursuivre une politique contraire à l'objectif fondamental de l'Organisation, tel qu'il est décrit à l'Article 3 des Statuts, l'Assemblée peut, par une résolution adoptée à la majorité des deux-tiers des Membres effectifs présents et votants, suspendre ce Membre, le privant de l'exercice des droits et de la jouissance des privilèges inhérents à la qualité de Membre.

2. La suspension sera maintenue jusqu'à ce que l'Assemblée reconnaisse qu'un changement est intervenu dans la politique de ce Membre.

RETRAIT

ARTICLE 35.

1. Tout Membre effectif peut se retirer de l'Organisation à l'expiration du préavis d'un an adressé par écrit au Gouvernement dépositaire.

2. Tout Membre associé peut se retirer de l'Organisation dans les mêmes conditions de préavis, au moyen d'une notification par écrit adressée au Gouvernement dépositaire par le Membre effectif qui assume la responsabilité des relations extérieures du Membre associé.

3. Tout Membre affilié peut se retirer de l'Organisation à l'expiration du préavis d'un an adressé par écrit au Secrétaire général.

ENTRÉE EN VIGUEUR

ARTICLE 36.

Les présents Statuts entreront en vigueur cent vingt jours après que cinquante et un Etats dont les organismes officiels de tourisme sont Membres effectifs de l'UIOOT au moment de l'adoption des présents Statuts, auront officiellement notifié au dépositaire provisoire leur approbation des Statuts et leur acceptation des obligations inhérents à la qualité de Membre.

DÉPOSITAIRE

ARTICLE 37.

1. Les présents Statuts ainsi que toutes les déclarations d'acceptation des obligations inhérents à la qualité de Membre doivent être déposés à titre provisoire auprès du Gouvernement suisse.

2. Le Gouvernement suisse informe tout les Etats habilités à recevoir cette notification, de la réception de telles déclarations et de la date d'entrée en vigueur des présents Statuts.

LANGUES ET INTERPRÉTATION

ARTICLE 38.

Les langues officielles de l'Organisation sont le français, l'anglais, l'espagnol et le russe.

ARTICLE 39.

Les textes français, anglais, espagnol et russe des présents Statuts font également foi.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ARTICLE 40.

En attendant une décision de l'Assemblée générale, conformément à l'article 2, le siège est provisoirement fixé à Genève (Suisse).

ARTICLE 41.

Pendant un délai de cent quatre-vingts jours à partir de l'entrée en vigueur des presents Statuts, les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence inter-

nationale de l'énergie atomique ou qui sont parties au Statut de la Cour internationale de Justice, ont le droit de devenir, sans nécessité de vote, Membres effectifs de l'Organisation au moyen d'une déclaration formelle par la quelle ils adoptent les Statuts de l'Organisation et acceptent les obligations inhérentes à la qualité de Membre.

ARTICLE 42.

Pendant un délai d'un an après l'entrée en vigueur des présents Statuts, les Etats dont les organismes nationaux de tourisme étaient Membres effectifs de l'UIOOT au moment de l'adoption des présents Statuts et qui ont adopté les présents Statuts sous réserve d'approbation, sont admis à participer aux activités de l'Organisation avec tous les droits et obligations d'un Membre effectif.

ARTICLE 43.

Au cours de l'année qui suit l'entrée en vigueur des présents Statuts, les territoires ou groupes de territoires non responsables de leurs relations extérieures mais dont les organismes nationaux de tourisme étaient Membres effectifs de l'UIOOT au moment de l'adoption des présents Statuts, et qui par conséquent ont droit à la qualité de Membre associé et qui ont adopté les presents Statuts sous réserve d'approbation par l'Etat qui assume la responsabilité de leurs relations extérieures, peuvent participer aux activités de l'Organisation en bénéficiant des droits et des obligations inhérents à la qualité de Membre associé.

ARTICLE 44.

A partir de l'entrée en vigueur des présents Statuts, les droits et obligations de l'UIOOT sont dévolus à l'Organisation.

ARTICLE 45.

Le Secrétaire général de l'UIOTT, à la date de l'entrée en vigueur des présents Statuts, agira en tant que Secrétaire général de l'Organisation jusqu'à la date de l'élection, par l'Assemblée, du Secrétaire général de l'Organisation.

Fait à Mexico le 27 septembre 1970.

Le Président de l'Assemblée générale extraordinaire Président de l'Union internationale des Organismes officiels de tourisme

GEDRGES FADDOUL

Le Secrétaire général de l'Union internationale des Organismes Officiels de tourisme

ROBERT C. LONATI

ANNEXE

REGLES DE FINANCEMENT

1. La période financière de l'Organisation est de deux ans.

2. L'exercice financier correspond à la période comprise entre le 1er janvier et le 31 décembre.

3. Le budget est financé au moyen des contributions des Membres selon une méthode de répartition à déterminer par l'Assemblée et basée sur le niveau de développement économique ainsi que sur l'importance du tourisme international de chaque pays, et au moyen d'autres recettes de l'Organisation.

4. Le budget sera formulé en dollars des Etats-Unis. La monnaie de paiement des contributions des Membres est le dollar des Etats-Unis. Toutefois, le Secrétaire général peut accepter d'autres monnaies pour le paiement des contributions des Membres, jusqu'à concurrence du montant autorisé par l'Assemblée.

5. Un Fonds général est établi. Toutes les contributions effectuées en qualité de Membre conformément au paragraphe 3, les ressources diverses et toute avance sur le Fonds de roulement seront créditées au Fonds général. Les dépenses d'administration et les dépenses relatives au programme général seront effectuées par le débit du Fonds général.

6. Il est établi un Fonds de roulement pour un montant qui sera fixé par l'Assemblée. Les avances sur les contributions des Membres et toutes autres recettes que l'Assemblée destine à cet effet seront versées au Fonds de roulement. Lorsque cela est nécessaire. des virements de ce Fonds peuvent être effectués au Fonds général.

7. Des Fonds fiduciaires peuvent être établis pour financer les activités non prévues au budget de l'Organisation auxquelles sont intéressées certains pays ou groupes de pays, ces Fonds étant financés par des contributions volontaires. L'Organisation peut demander une rémunération pour l'administration de ces Fonds.

8. La destination des dons, legs et autres recettes extraordinaires ne figurant pas au budget de l'Organisation est décidée par l'Assemblée.

9. Le Secrétaire général soumet les prévisions budgétaires au Conseil au moins trois mois avant la date de la réunion correspondante du Conseil. Le Conseil étudie ces prévisions et recommande le budget à l'examen final et à l'approbation de l'Assemblée. Les prévisions du Conseil sont communiquées au moins trois mois avant la date de la réunion correspondante de l'Assemblée.

10. L'Assemblée approuve le budget par année pour la période de deux ans et sa répartition pour chaque année ainsi que les comptes de gestion pour chaque année.

11. Les comptes de l'Organisation pour l'exercice financier écoulé sont communiqués par le Secrétaire général aux Commissaires aux comptes ainsi qu'à l'organe compétent du Conseil.

Les Commissaires aux comptes font rapport au Conseil et à l'Assemblée.

12. Les Membres de l'Organisation effectuent le versement de leur contribution dans le premier mois de l'exercice financier pour lequel elle est due. Le montant de cette contribution, décidé par l'Assemblée, sera communiqué aux Membres six mois avant le début de l'exercice financier auquel il se rapporte.

Toutefois, le Conseil pourra accepter des cas d'arriérés justifiés résultant des différents exercices financiers en vigueur dans différents pays.

13. Un Membre en retard dans le paiement de sa contribution aux dépenses de l'Organisation se verra retirer le privilège dont bénéficient les Membres sous la forme de services et du droit de vote à l'Assemblée et au Conseil, si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur à la contribution due par lui pour les deux années financières écoulées. A la demande du Conseil, l'Assemblée peut néanmoins autoriser ce Membre à participer au vote et à bénéficier des services de l'Organisation, si elle constate que le manquement est dû à des circonstances indépendantes de sa volonté.

14. Un Membre qui se retire de l'Organisation aura l'obligation de payer la partie adéquate de sa contribution sur une base de *prorata* jusqu'à la date où son retrait devient effectif.

En calculant la répartition pour les Membres associés et affiliés, il sera tenu compte du caractère différent de leur qualité de Membre et des droits limités dont ils jouissent au sein de l'Organisation.

Fait à Mexico le 27 septembre 1970.

Le Président de l'Assemblée générale extraordinaire Président de l'Union internationale des Organismes officiels de tourisme

GEORGES FADDOUL

Le Secrétaire général de l'Union internationale des Organismes officiels de tourisme

ROBERT C. LONATI

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
FORLANI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N. B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nello statuto, fra cui il testo in lingua francese.

ORGANIZZAZIONE MONDIALE DEL TURISMO (OMT)

STATUTO

COSTITUZIONE

ARTICOLO 1.

L'Organizzazione mondiale del turismo, denominata « l'Organizzazione » negli articoli seguenti, viene creata come organizzazione internazionale di carattere intergovernativo, risultante dalla trasformazione dell'Unione internazionale degli Organismi ufficiali di turismo (UIOOT).

SEDE

ARTICOLO 2.

La sede dell'Organizzazione è determinata ed eventualmente cambiata in qualsiasi momento su decisione dell'Assemblea generale.

SCOPI

ARTICOLO 3.

1. Obiettivo fondamentale dell'Organizzazione è di promuovere e sviluppare il turismo in vista di contribuire all'espansione economica, alla comprensione internazionale, alla pace, alla prosperità, nonché al rispetto universale e all'osservanza dei diritti e libertà umane fondamentali senza distinzione di razza, sesso, lingua o religione. L'Organizzazione adotterà tutte le misure necessarie in vista di raggiungere questo obiettivo.

2. Nel perseguimento di questo obiettivo, l'Organizzazione dedicherà particolare attenzione agli interessi dei paesi in via di sviluppo nel campo del turismo.

3. Al fine di affermare il ruolo basilare che è chiamata a svolgere nel campo del turismo l'Organizzazione instaurerà e manterrà una efficace cooperazione con gli organi competenti delle Nazioni Unite e delle sue istituzioni specializzate. A questo scopo, l'Organizzazione

cercherà di instaurare rapporti di cooperazione e partecipazione con il Programma delle Nazioni Unite per lo sviluppo, come organizzazione partecipante e incaricata dell'esecuzione del Programma.

MEMBRI

Articolo 4.

La qualità di Membro dell'Organizzazione sarà accessibile a:

a) Membri effettivi;
b) Membri associati;
c) Membri affiliati.

Articolo 5.

1. La qualità di Membro effettivo dell'Organizzazione è accessibile a tutti gli Stati sovrani.

2. Gli Stati i cui organismi nazionali del turismo sono Membri effettivi dell'UIOOT, alla data di adozione del presente Statuto da parte dell'Assemblea generale straordinaria dell'UIOOT, hanno diritto di diventare senza necessità di voto, Membri effettivi dell'Organizzazione mediante una dichiarazione formale con cui essi adottano lo Statuto dell'Organizzazione e accettano gli obblighi inerenti alla qualità di Membro.

3. Altri Stati possono divenire Membri effettivi dell'Organizzazione se la loro candidatura è approvata dall'Assemblea generale a maggioranza di due terzi dei Membri effettivi presenti e votanti sotto riserva che detta maggioranza comprenda la maggioranza dei Membri effettivi dell'Organizzazione.

Articolo 6.

1. La qualità di Membro associato dell'Organizzazione è accessibile a tutti i territori o gruppi di territori che hanno la responsabilità delle loro relazioni con l'estero.

2. I territori o gruppi di territori i cui organismi nazionali di turismo sono Membri effettivi dell'UIOOT alla data dell'adozione del presente Statuto da parte dell'Assemblea generale straordinaria dell'UIOOT, hanno diritto di diventare senza necessità di voto, Membri associati dell'Organizzazione, sotto riserva di approvazione dello Stato che si assume la responsabilità delle loro relazioni con l'estero, il quale deve altresì dichiarare a nome loro che questi territori o gruppi di territori adottano lo Statuto dell'Organizzazione e accettano gli obblighi inerenti alla loro qualità di Membro.

3. Territori o gruppi di territori possono diventare Membri associati dell'Organizzazione se la loro candidatura ottiene l'approvazione preventiva dello Stato Membro che si assume la responsabilità delle loro relazioni con l'estero, il quale deve altresì dichiarare a nome loro che questi territori o gruppi di territori adottano lo Statuto del-

l'Organizzazione e accettano gli obblighi inerenti alla qualità di Membri. L'Assemblea deve approvare queste candidature a maggioranza di due terzi dei Membri effettivi presenti e votanti, sotto riserva che detta maggioranza comprenda la maggioranza dei Membri effettivi dell'Organizzazione.

4. Allorché un Membro associato dell'Organizzazione diventa responsabile della condotta delle proprie relazioni con l'estero ha diritto di diventare Membro effettivo dell'Organizzazione mediante una dichiarazione formale scritta, con la quale notifica al Segretario generale che adotta lo Statuto dell'Organizzazione e che accetta gli obblighi inerenti alla qualità di Membro effettivo.

ARTICOLO 7.

1. La qualità di Membro affiliato dell'Organizzazione è accessibile alle organizzazioni internazionali, intergovernative e non governative, che si occupano di interessi turistici specializzati, nonché alle organizzazioni commerciali e associazioni le cui attività sono in rapporto con gli scopi dell'Organizzazione o che rientrano nella sua competenza.

2. I Membri associati dell'UIOOT, alla data dell'adozione del presente Statuto da parte dell'Assemblea generale straordinaria dell'UIOOT, hanno diritto di diventare Membri affiliati dell'Organizzazione, senza necessità di voto, mediante una dichiarazione con la quale accettano gli obblighi inerenti alla qualità di Membro affiliato.

3. Altre organizzazioni internazionali, intergovernative e non governative che si occupano di interessi turistici specializzati possono diventare Membri affiliati dell'Organizzazione sotto riserva che la loro candidatura alla qualità di Membro sia presentata per iscritto al Segretario generale e che sia approvata dall'Assemblea a maggioranza di due terzi dei Membri effettivi presenti e votanti, sotto riserva che detta maggioranza comprenda la maggioranza dei Membri effettivi dell'Organizzazione.

4. Organizzazioni commerciali o associazioni che si occupano di interessi definiti dal precedente paragrafo 1, possono diventare Membri affiliati dell'Organizzazione, sotto riserva che la loro candidatura alla qualità di Membro sia sottoposta per iscritto al Segretario generale e appoggiata dallo Stato sotto la cui giurisdizione si trova la sede del candidato. Dette candidature devono essere approvate dall'Assemblea a maggioranza di due terzi dei Membri effettivi presenti e votanti, sotto riserva che detta maggioranza comprenda la maggioranza dei Membri effettivi dell'Organizzazione.

5. Può essere costituito un Comitato di Membri affiliati che stabilisce il proprio regolamento sottoposto all'approvazione dell'Assemblea. Il Comitato può essere rappresentato alle riunioni dell'Organizzazione. Può domandare l'iscrizione delle questioni all'ordine del giorno di queste riunioni. Può inoltre formulare raccomandazioni a queste riunioni.

6. I Membri affiliati possono partecipare, a titolo individuale o in gruppo, in seno al Comitato dei Membri affiliati, alle attività dell'Organizzazione.

ORGANI

Articolo 8.

1. Gli organi dell'Organizzazione sono i seguenti:

a) l'Assemblea generale, denominata qui di seguito l'Assemblea;
b) il Consiglio esecutivo, qui di seguito denominato il Consiglio;
c) il Segretariato.

2. Le riunioni dell'Assemblea e del Consiglio si tengono presso la sede dell'Organizzazione a meno che i rispettivi organi non decidano diversamente.

ASSEMBLEA GENERALE

Articolo 9.

1. L'Assembela generale è l'organo supremo dell'Organizzazione; essa è composta di delegati rappresentanti i Membri effettivi.

2. Al momento delle sessioni dell'Assembela, i Membri effettivi e associati non potranno farsi rappresentare da più di cinque delegati, di cui uno sarà nominato Capo delegazione dal Membro.

3. Il Comitato dei Membri affiliati può designare fino a concorrenza di tre osservatori e ciascun Membro affiliato può nominare un osservatore per partecipare ai lavori dell'Assemblea.

Articolo 10.

L'Assemblea si riunisce in sessione ordinaria ogni due anni e, inoltre, in sessione straordinaria quando le circostanze lo richiedano. Le sessioni straordinarie possono essere convocate su domanda del Consiglio o della maggioranza dei Membri effettivi dell'Organizzazione.

Articolo 11.

L'Assemblea adotta il proprio regolamento.

Articolo 12.

L'Assemblea può esaminare qualsiasi questione e formulare raccomandazioni su qualsiasi argomento che rientri nella competenza dell'Organizzazione. Oltre a quelle conferitele altrove dal presente Statuto, le sue attribuzioni sono le seguenti:

a) eleggere il suo Presidente e i suoi Vice presidenti;
b) eleggere i membri del Consiglio;
c) nominare il Segretario generale su raccomandazione del Consiglio;
d) approvare il regolamento finanziario dell'Organizzazione;

e) enunciare le direttive generali per l'amministrazione dell'Organizzazione;

f) approvare il Regolamento del personale applicabile ai membri del personale del Segretariato;

g) eleggere i Commissari ai conti su raccomandazione del Consiglio;

h) approvare il programma generale di lavoro dell'Organizzazione;

i) controllare la politica finanziaria dell'Organizzazione ed esaminare e approvare il bilancio;

j) creare ogni organo tecnico o regionale che possa rivelarsi necessario;

k) studiare e approvare i rapporti di attività dell'Organizzazione degli organi di questa e adottare ogni disposizione necessaria per dare effetto alle misure che ne derivano;

l) approvare o delegare i poteri in vista dell'approvazione della stipulazione di accordi con i governi e le organizzazioni internazionali;

m) approvare o delegare i poteri onde approvare la stipulazione di accordi con organizzazioni e istituzioni private;

n) elaborare e raccomandare accordi internazionali su qualsiasi questione che rientri nella competenza dell'Organizzazione;

o) pronunciarsi, in conformità al presente Statuto, sulle domande di ammissione alla qualità di Membro.

Articolo 13.

1. L'Assemblea elegge il suo Presidente e i suoi Vice presidenti all'inizio di ogni sessione.

2. Il Presidente presiede l'Assemblea e svolge gli incarichi che gli sono affidati.

3. Il Presidente è responsabile davanti all'Assemblea nel corso delle sessioni di quest'ultima.

4. Il Presidente rappresenta l'Organizzazione per tutta la durata del suo mandato in tutte le manifestazioni dove sia necessaria questa rappresentanza.

CONSIGLIO ESECUTIVO

Articolo 14.

1. Il Consiglio è composto da Membri effettivi eletti dall'Assemblea in ragione di un membro per cinque membri effettivi, in conformità al Regolamento approvato dall'Assemblea, onde raggiungere una ripartizione geografica giusta ed equa.

2. Un Membro associato, designato dai Membri associati dell'Organizzazione, può partecipare ai lavori del Consiglio, senza diritto di voto.

3. Un rappresentante del Comitato dei Membri affiliati può partecipare ai lavori del Consiglio, senza diritto di voto.

ARTICOLO 15.

Il mandato dei membri eletti dal Consiglio dura quattro anni, ad eccezione di quello della metà dei membri del primo Consiglio, designati per estrazione a sorte, che dura due anni. Si procederà ogni due anni all'elezione della metà dei membri del Consiglio.

ARTICOLO 16.

Il Consiglio si riunisce almeno due volte l'anno.

ARTICOLO 17.

Il Consiglio elegge, fra i suoi membri eletti, un Presidente e dei Vice presidenti per un mandato di un anno.

ARTICOLO 18.

Il Consiglio adotta il proprio Regolamento.

ARTICOLO 19.

Le funzioni del Consiglio, oltre a quelle che gli sono altrimenti conferite nel presente Statuto, sono le seguenti:

a) adottare, in consultazione con il Segretario generale, tutte le misure necessarie in esecuzione delle decisioni e delle raccomandazioni dell'Assemblea, e fare rapporto a quest'ultima;

b) ricevere dal Segretario generale dei rapporti sulle attività dell'Organizzazione;

c) sottoporre proposte all'Assemblea;

d) esaminare il programma generale di lavoro dell'Organizzazione elaborato dal Segretario generale prima della sua presentazione all'Assemblea;

e) sottoporre all'Assemblea rapporti e raccomandazioni relative ai conti e ai bilanci di previsione dell'Organizzazione;

f) creare ogni organo sussidiario necessario all'attività del Consiglio;

g) esercitare qualsiasi altra funzione che gli può essere affidata dall'Assemblea.

ARTICOLO 20.

Nell'intervallo delle sessioni dell'Assemblea, e in mancanza di disposizioni contrarie nel presente Statuto, il Consiglio adotta le decisioni di ordine amministrativo e tecnico che possano essere necessarie, nel quadro delle attribuzioni e delle risorse finanziarie dell'Organizzazione, e fa rapporto alla successiva sessione dell'Assemblea, per l'approvazione, sulle decisioni che sono state prese.

SEGRETARIATO

ARTICOLO 21.

Il Segretariato è composto dal Segretario generale e dal personale necessario all'Organizzazione.

ARTICOLO 22.

Su raccomandazione del Consiglio, il Segretario generale è nominato per un periodo di quattro anni a maggioranza di due terzi dei Membri effettivi presenti e votanti all'Assemblea. Il suo mandato è rinnovabile.

ARTICOLO 23.

1. Il Segretario generale è responsabile davanti all'Assemblea e al Consiglio.

2. Il Segretario generale è incaricato dell'esecuzione delle direttive dell'Assemblea e del Consiglio. Egli sottopone al Consiglio rapporti sulle attività dell'Organizzazione, i conti di gestione e il programma generale di lavoro, nonché le proposte di bilancio dell'Organizzazione.

3. Il Segretario generale assicura la rappresentanza giuridica dell'Organizzazione.

ARTICOLO 24.

1. Il Segretario generale nomina il personale del Segretariato, in conformità con il Regolamento del personale approvato dall'Assemblea.

2. Il personale dell'Organizzazione è responsabile di fronte al Segretario generale.

3. La considerazione principale nel reclutare e nello stabilire le condizioni d'impiego del personale deve essere la necessità di assicurare all'Organizzazione servizi di persone in possesso delle più alte qualifiche di efficacia, competenza tecnica e integrità. In conformità a tale considerazione, si terrà nel dovuto conto l'importanza di un reclutamento effettuato su una base geografica la più larga possibile.

4. Nello svolgimento dei loro compiti, il Segretario generale e il personale non sollecitano, né accettano istruzioni di alcun governo, né di alcuna autorità estranea all'Organizzazione. Si astengono da qualsiasi atto incompatibile con la loro situazione di funzionari internazionali e sono responsabili solo nei confronti dell'Organizzazione.

BILANCIO E SPESE

ARTICOLO 25.

1. Il bilancio dell'Organizzazione che copra le sue attività amministrative e del programma generale di lavoro è finanziato dai contributi dei Membri effettivi, associati e affiliati, secondo un criterio di valutazione accettato dall'Assemblea, nonché da qualsiasi altra fonte possibile di entrate dell'Organizzazione, in conformità alle disposizioni delle Regole di finanziamento allegate al presente Statuto.

2. Il bilancio preparato dal Segretario generale è sottoposto all'Assembla da parte del Consiglio, per l'esame e l'approvazione.

ARTICOLO 26.

1. I conti dell'Organizzazione sono esaminati da due Commissari ai conti, eletti dall'Assemblea per un periodo di due anni su raccomandazione del Consiglio. I Commissari ai conti sono rieleggibili.

2. I Commissari ai conti, oltre alle loro funzioni di controllo dei conti, possono presentare le osservazioni che ritengono necessarie concernenti l'efficacia delle procedure finanziarie e la gestione, il sistema di contabilità, il controllo finanziario interno e in linea generale le conseguenze finanziarie delle pratiche amministrative.

QUORUM

ARTICOLO 27.

1. La presenza della maggioranza dei Membri effettivi è necessaria perché vi sia il quorum alle riunioni dell'Assemblea.

2. La presenza della maggioranza dei Membri effettivi del Consiglio è necessaria perché vi sia il quorum alle riunioni del Consiglio.

VOTO

ARTICOLO 28.

1. Ogni Membro effettivo dispone di un voto.

ARTICOLO 29.

1. A meno di disposizioni contrarie del presente Statuto, le decisioni in ogni materia sono adottate dall'Assemblea, a maggioranza semplice dei Membri effettivi presenti e votanti.

2. Per le decisioni dell'Assemblea su questioni che comportino impegni di bilancio e finanziari per i Membri, nonché riguardanti il

luogo della sede della Organizzazione, e per qualsiasi altra questione che la maggioranza semplice dei Membri effettivi consideri di particolare importanza, è necessaria la maggioranza dei due terzi dei Membri effettivi presenti e votanti.

ARTICOLO 30.

Le decisioni del Consiglio sono prese a maggioranza semplice dei Membri presenti e votanti, ad eccezione delle raccomandazioni in materia finanziaria e di bilancio, che devono essere approvate con la maggioranza dei due terzi dei membri presenti e votanti.

CAPACITÀ GIURIDICA, PRIVILEGI E IMMUNITÀ

ARTICOLO 31.

L'Organizzazione possiede personalità giuridica.

ARTICOLO 32.

L'Organizzazione gode, sul territorio degli Stati Membri, dei privilegi e delle immunità necessarie all'esercizio delle sue funzioni. Tali privilegi e immunità possono essere definiti con accordi conclusi dall'Organizzazione.

EMENDAMENTI

ARTICOLO 33.

1. Ogni progetto di modifica al presente Statuto ed al suo Allegato viene trasmesso al Segretario generale che lo comunica ai Membri effettivi almeno sei mesi prima che esso venga sottoposto all'esame dell'Assemblea.

2. Un emendamento viene adottato dall'Assemblea alla maggioranza dei due terzi dei Membri effettivi presenti e votanti.

3. Un emendamento entra in vigore per tutti i Membri quando i due terzi degli Stati Membri ne hanno notificato la loro approvazione al Governo depositario.

SOSPENSIONE

ARTICOLO 34.

1. Se l'Assemblea ritiene che un Membro persista nel continuare una politica contraria all'obiettivo fondamentale dell'Organizzazione, quale è descritto nell'articolo 3 dello Statuto, l'Assemblea può, con una risoluzione adottata alla maggioranza dei due terzi dei Membri

effettivi presenti e votanti, sospendere questo Membro, privandolo dell'esercizio dei diritti e del godimento dei privilegi inerenti alla qualità di Membro.

2. La sospensione verrà mantenuta sino a quando l'Assemblea non riconosca che è intervenuto un cambiamento nella politica di tale Membro.

RITIRO

Articolo 35.

1. Ogni Membro effettivo può ritirarsi dall'Organizzazione allo spirare di un preavviso di un anno comunicato per iscritto al Governo depositario.

2. Ogni Membro associato può ritirarsi dall'Organizzazione alle stesse condizioni di preavviso, mediante notifica scritta indirizzata al Governo depositario dal Membro effettivo che assume la responsabilità delle relazioni estere del Membro associato.

3. Ogni Membro affiliato può ritirarsi dall'Organizzazione allo spirare di un termine di preavviso di un anno, comunicato per iscritto, al Segretario generale.

ENTRATA IN VIGORE

Articolo 36.

Il presente Statuto entrerà in vigore centoventi giorni dopo che cinquantuno Stati i cui organismi ufficiali di turismo siano Membri effettivi dell'UIOOT al momento dell'adozione del presente Statuto, avranno ufficialmente notificato al depositario provvisorio la loro approvazione dello Statuto e la loro accettazione degli obblighi inerenti alla qualità di Membro.

DEPOSITARIO

Articolo 37.

1. Il presente Statuto, nonché tutte le dichiarazioni di accettazione degli obblighi inerenti alla qualità di Membro devono essere depositati a titolo provvisorio presso il Governo svizzero.

2. Il Governo svizzero informa tutti gli Stati aventi titolo a ricevere tale notifica, del ricevimento di tali dichiarazioni e della data di entrata in vigore del presente Statuto.

LINGUE E INTERPRETAZIONE

ARTICOLO 38.

Le lingue ufficiali dell'Organizzazione sono il francese, l'inglese, lo spagnolo e il russo.

ARTICOLO 39.

I testi francese, inglese, spagnolo e russo del presente Statuto fanno ugualmente fede.

DISPOSIZIONI TRANSITORIE

ARTICOLO 40.

In attesa di una decisione dell'Assemblea generale, in conformità dell'articolo 2, la sede viene provvisoriamente fissata a Ginevra (Svizzera).

ARTICOLO 41.

Entro un termine di centottanta giorni a partire dall'entrata in vigore del presente Statuto, gli Stati Membri della Organizzazione delle Nazioni Unite, delle istituzioni specializzate e dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica o che siano parti dello Statuto della Corte internazionale di Giustizia, hanno il diritto di diventare, senza necessità di voto, Membri effettivi dell'Organizzazione mediante una dichiarazione formale con la quale essi adottano lo Statuto dell'Organizzazione e accettano gli obblighi inerenti alla qualità di Membro.

ARTICOLO 42.

Entro un termine di un anno dopo l'entrata in vigore del presente Statuto, gli Stati i cui organismi nazionali di turismo erano Membri effettivi dell'UIOOT al momento dell'adozione del presente Statuto e che abbiano adottato il presente Statuto con riserva di approvazione, sono ammessi a partecipare alle attività dell'Organizzazione con tutti i diritti e gli obblighi di un Membro effettivo.

ARTICOLO 43.

Nel corso dell'anno che segue l'entrata in vigore del presente Statuto, i territori o i gruppi di territori non responsabili delle proprie relazioni estere, ma i cui organismi nazionali di turismo erano Membri effettivi dell'UIOOT al momento dell'adozione del presente Statuto, e che di conseguenza abbiano diritto alla qualità di Membro associato e che abbiano adottato il presente Statuto con riserva di approvazione

dello Stato che assume la responsabilità delle loro relazioni estere, possono partecipare alle attività dell'Organizzazione e godono dei diritti e degli obblighi inerenti alla qualità di Membro associato.

ARTICOLO 44.

A partire dall'entrata in vigore del presente Statuto i diritti e gli obblighi dell'UIOOT sono trasferiti all'Organizzazione.

ARTICOLO 45.

Il Segretario generale dell'UIOOT, alla data di entrata in vigore del presente Statuto, agirà in qualità di Segretario generale dell'Organizzazione sino alla data dell'elezione, da parte dell'Assemblea, del Segretario generale dell'Organizzazione.

Fatto a Messico il 27 settembre 1970.

Il Presidente dell'Assemblea generale straordinaria
Presidente dell'Unione internazionale degli Organismi ufficiali di turismo
GEORGES FADDOUL

Il Segretario generale dell'Unione internazionale degli Organismi ufficiali di turismo
ROBERT C. LONATI

ALLEGATO

REGOLE DI FINANZIAMENTO

1. Il periodo finanziario dell'Organizzazione è di due anni.

2. L'esercizio finanziario corrisponde al periodo compreso fra il 1° gennaio e il 31 dicembre.

3. Il bilancio viene finanziato mediante contributi dei Membri in base ad un metodo di ripartizione che verrà determinato dall'Assemblea e basato sul livello di sviluppo economico nonché sull'importanza del turismo internazionale di ogni Paese, e mediante altre entrate dell'Organizzazione.

4. Il bilancio sarà stabilito in dollari USA. La valuta per il pagamento dei contributi dei Membri è il dollaro USA. Tuttavia, il Segretario generale può accettare altra valuta per il pagamento dei contributi dei Membri sino al raggiungimento dell'ammontare autorizzato dall'Assemblea.

5. Viene costituito un Fondo generale. Tutti i contributi effettuati in qualità di Membro in conformità del paragrafo 3, le varie entrate ed ogni anticipo sul Fondo di cassa corrente verranno accreditati sul Fondo generale. Le spese amministrative e quelle relative al programma generale saranno effettuate addebitandole al Fondo generale.

6. Viene costituito un Fondo di cassa corrente per un ammontare che verrà stabilito dall'Assemblea. Gli anticipi sui contributi dei Membri e tutte le altre entrate che l'Assemblea destina a tale scopo saranno versati sul Fondo di cassa corrente. Quando ciò sia necessario, potranno essere effettuati dei bonifici da tale fondo sul Fondo generale.

7. Possono essere costituiti dei Fondi fiduciari per finanziare le attività non previste dal bilancio dell'Organizzazione, alle quali siano interessati alcuni Paesi o gruppi di Paesi, tali fondi essendo finanziati da contributi volontari. L'Organizzazione può chiedere un compenso per l'amministrazione di tali Fondi.

8. La destinazione dei doni, lasciti ed altre entrate straordinarie che non figurano nel bilancio dell'Organizzazione viene decisa dall'Assemblea.

9. Il Segretario generale sottopone le previsioni di bilancio al Consiglio almeno tre mesi prima della data della corrispondente riunione del Consiglio. Il Consiglio studia tali previsioni e raccomanda il bilancio all'esame finale e all'approvazione dell'Assemblea. Le previsioni del Consiglio vengono comunicate almeno tre mesi prima della data della corrispondente riunione dell'Assemblea.

10. L'Assemblea approva i bilanci annuali per un periodo di due anni e la loro ripartizione per ciascun anno nonché i conti di gestione per ciascun anno.

11. I conti dell'Organizzazione per l'esercizio finanziario trascorso vengono comunicati dal Segretario generale ai Commissari ai conti nonché all'organo competente del Consiglio.

I Commissari ai conti fanno rapporto al Consiglio e all'Assemblea.

12. I Membri dell'Organizzazione effettuano il versamento del proprio contributo nel corso del primo mese dell'esercizio finanziario per il quale esso è dovuto. L'ammontare di tale contributo, deciso dall'Assemblea, sarà comunicato ai Membri sei mesi prima dell'inizio dell'esercizio finanziario al quale esso si riferisce.

Tuttavia, il Consiglio potrà accettare casi di versamenti arretrati giustificati risultanti dai differenti esercizi finanziari in vigore nei vari Paesi.

13. Un Membro in ritardo nel pagamento del proprio contributo alle spese dell'Organizzazione si vedrà ritirare il privilegio di cui godono i Membri sotto forma di servizi e del diritto di voto all'Assemblea e al Consiglio, se l'ammontare dei suoi arretrati è uguale o superiore al contributo da lui dovuto per i due anni finanziari trascorsi. A richiesta del Consiglio, l'Assemblea può tuttavia autorizzare tale Membro a prendere parte alle votazioni e a godere dei servizi dell'Organizzazione, ove essa constati che l'inadempienza è imputabile a circostanze indipendenti dalla sua volontà.

14. Un Membro che si ritiri dall'Organizzazione avrà l'obbligo di pagare la giusta parte dei propri contributi sulla base del *pro-rata* sino alla data in cui il proprio ritiro non divenga effettivo.

Calcolando la ripartizione fra i Membri associati ed affiliati, si terrà conto del diverso carattere della loro qualità di Membro e dei diritti limitati di cui godono in seno all'Organizzazione.

Fatto a Messico il 27 settembre 1970.

Il Presidente dell'Assemblea generale straordinaria
Presidente dell'Unione internazionale degli Organismi ufficiali di turismo
GEORGES FADDOUL

Il Segretario generale dell'Unione internazionale degli Organismi ufficiali di turismo
ROBERT C. LONATI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 28 settembre 1977, n. 1019.

Esecuzione degli accordi firmati a Bruxelles il 15 ottobre 1974 ed il 21 aprile 1975 tra il Governo italiano e l'Organizzazione del trattato Nord Atlantico ed i suoi organi, relativi all'applicazione del titolo IV della convenzione di Ottawa del 20 settembre 1951 ai funzionari degli organismi civili della NATO situati nel territorio della Repubblica, nonchè all'istituzione di un'agenzia della N.I.C.S.O. (NATO Integrated Communications System Organization) in Italia.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto con i Ministri per l'interno, per la grazia e giustizia, per il bilancio e la programmazione economica, per le finanze, per il tesoro, per la difesa, per il lavoro e la previdenza sociale e per il commercio con l'estero;

Decreta:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'art. 6, all'accordo, con scambio di note, firmato a Bruxelles il 15 ottobre 1974, tra il Governo italiano e l'Organizzazione del trattato del Nord Atlantico relativo all'applicazione del titolo IV della convenzione sullo statuto dell'Organizzazione del trattato Nord Atlantico, dei rappresentanti nazionali e del personale internazionale, firmata a Ottawa il 20 settembre 1951, ai funzionari degli organismi civili della NATO situati nel territorio della Repubblica.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 5, all'accordo, firmato a Bruxelles il 21 aprile 1975, tra il Governo italiano e la N.I.C.S.O. (NATO Integrated Communications System Organization) per l'istituzione di un'agenzia della N.I.C.S.O. in Italia.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 28 settembre 1977

LEONE

ANDREOTTI — FORLANI — COSSIGA — BONIFACIO — MORLINO — PANDOLFI — STAMMATI — RUFFINI — ANSELMI — OSSOLA

Visto, *il Guardasigilli*: BONIFACIO
Registrato alla Corte dei conti, addì 12 gennaio 1978
Atti di Governo, registro n. 16, foglio n. 2

ACCORDO TRA IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA E L'ORGANIZZAZIONE DEL TRATTATO DEL NORD ATLANTICO RELATIVO ALL'APPLICAZIONE DEL TITOLO IV DELLA CONVENZIONE SULLO STATUTO DELL'ORGANIZZAZIONE DEL TRATTATO NORD ATLANTICO, DEI RAPPRESENTANTI NAZIONALI E DEL PERSONALE INTERNAZIONALE, FIRMATA AD OTTAWA IL 20 SETTEMBRE 1951, AI FUNZIONARI DEGLI ORGANISMI CIVILI DELLA NATO, SITUATI NEL TERRITORIO DELLA REPUBBLICA, E SCAMBIO DI NOTE.

Bruxelles, 15 *ottobre* 1974

IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA

E

L'ORGANIZZAZIONE DEL TRATTATO NORD ATLANTICO

Considerato che il Governo italiano ha accettato l'invito di accogliere a Taranto il deposito dell'agenzia NATO di manutenzione e rifornimento — NAMSA — (qui di seguito denominato deposito NAMSA sud);

Considerato che nell'evoluzione della struttura dell'Organizzazione si potrà rendere necessaria l'installazione nel territorio della Repubblica italiana di altri organismi civili della NATO;

Considerata la necessità che i funzionari dell'organizzazione in servizio presso il deposito NAMSA sud, e presso gli altri organismi civili della NATO che potranno essere istituiti nel territorio della Repubblica beneficino, per l'esercizio delle loro funzioni ed il compimento della loro missione, dei privilegi e delle immunità previste al titolo IV della « Convenzione sullo statuto dell'Organizzazione del trattato del Nord Atlantico, dei rappresentanti nazionali e del personale internazionale », firmata ad Ottawa il 20 settembre 1951, e qui di seguito denominata convenzione di Ottawa;

In applicazione dell'articolo XVII della predetta convenzione,

Convengono quanto segue:

Articolo 1

1. Le categorie dei funzionari della NATO, ai quali si applicano nel territorio della Repubblica Italiana i privilegi e le immunità previsti dagli articoli XVIII e XIX della convenzione di Ottawa, comprendono:

a) i funzionari appartenenti alle categorie *A, L, B* e *C* previsti dal regolamento del personale civile della NATO, in servizio presso il deposito NAMSA sud e presso gli altri organismi civili dell'Organizzazione situati nel territorio della Repubblica italiana;

b) il personale appartenente alle Forze di terra, di mare e dell'aria di ogni Stato parte del trattato Nord Atlantico assegnato al predetto deposito o agli altri organismi civili della NATO siti nel territorio della Repubblica.

2. L'immunità dalla giurisdizione prevista all'art. XVIII (*a*) della convenzione di Ottawa non potrà essere invocata in caso di azioni civili o penali derivanti dall'uso di veicoli a motore.

Articolo 2

Ai cittadini italiani funzionari, agenti o comunque membri del personale della NATO in servizio presso il deposito NAMSA sud o presso altri organismi civili. della NATO situati nel territorio della Repubblica non si applicano le disposizioni contenute nell'art. XVIII della convenzione di Ottawa.

Articolo 3

I cittadini italiani in servizio presso il deposito NAMSA sud o presso gli altri organismi civili della NATO situati nel territorio della Repubblica, ed appartenenti ad una delle categorie specificate nell'art. 1 del presente accordo, godono soltanto dei privilegi e delle immunità previste ai paragrafi (*a*), (*b*) e (*c*) dell'art. XXIII della convenzione di Ottawa.

Articolo 4

L'esenzione dalla tassazione sugli assegni ed emolumenti corrisposti dall'Organizzazione, prevista dall'art. XIX della convenzione di Ottawa, si applica ai cittadini italiani appartenenti alle categorie specificate nell'art. 1 del presente accordo, limitatamente agli assegni ed emolumenti loro corrisposti dall'Organizzazione o dagli organismi civili situati nel territorio della Repubblica.

Articolo 5

1. Il Segretario generale della NATO comunicherà al Governo della Repubblica italiana, non appena possibile e comunque non oltre il 1° gennaio di ogni anno, la lista nominativa e con l'indicazione del grado e della qualifica dei funzionari della NATO in servizio presso il deposito NAMSA sud o presso gli altri organismi civili della NATO situati nel territorio della Repubblica.

2. Ogni modifica intervenuta negli effettivi, nei gradi e nelle qualifiche dei predetti funzionari sarà comunicata in tempo utile al Governo della Repubblica italiana.

Articolo 6

1. Il presente accordo entrerà in vigore il giorno in cui il Segretario generale della NATO sarà stato informato dal Governo della Repubblica italiana che le condizioni prescritte in Italia per la sua entrata in vigore sono state adempiute, con effetto dalla data dalla quale il deposito NAMSA sud ha iniziato a funzionare in Italia.

2. Il presente accordo potrà essere denunziato per iscritto da ognuna delle Parti in qualunque momento; la denunzia avrà effetto sei mesi dopo la notifica.

IN FEDE DI CHE, il Segretario generale della NATO, agendo in applicazione dell'art. XVII della convenzione di Ottawa ed il rappresentante del Governo della Repubblica italiana, debitamente autorizzati a farlo, hanno firmato il presente accordo.

FATTO a Bruxelles, il 15 ottobre 1974, in due originali, nelle lingue italiana, francese ed inglese, i tre testi facenti ugualmente fede.

Per il Governo della Repubblica italiana
CATALANO

Per l'Organizzazione del trattato del Nord Atlantico
LUNS

Rappresentanza permanente d'Italia
presso il Consiglio atlantico
BRUXELLES

S.E. Monseiur Joseph LUNS
Secrétaire général de l'OTAN

Bruxelles, le 15 octobre 1974

Monsieur le Secrétaire Général,

Me référant à l'accord intervenu aujourd'hui même entre l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et le Gouvernement de la République italienne au sujet de l'application du titre IV de la Convention sur le statut de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, des représentants nationaux et du personnel international, signée à Ottawa le 20 septembre 1951, aux fonctionnaires des organismes civile de l'OTAN, situés sur le territoire de la République italienne, j'ai l'honneur de vous faire connaître les points ci-après portant précision des termes du dit accord.

1. Bien que dans le texte de cet accord, il n'ait pas été fait application de l'article XX de la convention d'Ottawa précitée, il est entendu que dans l'hypothèse où des haute fonctionnaires de nationalité autre qu'italienne seraient appelés à prendre poste dans un des organismes visés par l'accord, les privilèges et immunités normalement accordés aux agents diplomatiques de rang comparable, pourront leur être accordés.

2. Ainsi qu'il a été avancé lors des négociations, le Gouvernement italien examinera toute possibilité d'octroyer des mesures de courtoisie en faveur des membres du personnel intéressé.

3. De commun accord avec les représentants des organismes civile intéressés, les autorités administratives italiennes compétentes élaboreront des modalités d'application de l'accord en vue de régler certains problèmes d'ordre pratique qui se posent au personnel, tels que l'exemption des formalités d'enregistrement qui s'appliquent aux étrangers, les conditions d'importation en franchise du mobilier et des voitures automobiles ainsi que les modalités d'immatriculation de ces voitures.

4. La date mentionnée à l'article 6 de l'accord comme date à laquelle le dépôt sud de la NAMSA a commencé à fonctionner est celle du 1er août 1972.

5. Les officiers de liaison ne sont pas visée par l'article 1, 1*b* de l'accord.

6. L'accord n'affecte en rien celui conclu le 5 février 1968 entre l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et le Gouvernement de la République italienne concernant les fonctionnaires du Collège de défense de l'OTAN.

Je vous serais reconnaissant de me faire savoir si ces précisions pourront avoir votre accord et vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'expression de ma haute considération.

F. CATALANO DI MELILLI
Représentant permanent de l'Italie
auprès du Conseil de l'Atlantique Nord

ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD
NORTH ATLANTIC TREATY ORGANIZATION

Le Secrétaire général
Secrétary général

Son Excellence M. F. CATALANO DI MELILLI
Représentant permanent de l'Italie
auprès du Conseil de l'Atlantique Nord

Bruxelles, le 15 octobre 1974

Monsieur l'Ambassadeur,

Par votre lettre du 15 octobre 1974 et vous référant à l'accord intervenu aujourd'hui même entre l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et le Gouvernement de la République italienne au sujet de l'application du titre IV de la convention sur le statut de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, des représentants nationaux et du personnel international, signée à Ottawa le 20 septembre 1951, vous m'avez fait connaître certaines dispositions qui viennent préciser les termes dudit accord.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que ces précisions ont mon accord et vous prie, Monsieur l'Ambassadeur, d'agréer l'assurance de ma très haute considération.

Dr. J.M.A.H. LUNS

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
FORLANI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

Rappresentanza permanente d'Italia
presso il Consiglio atlantico
BRUXELLES

S.E. Joseph LUNS
Segretario generale della NATO

Bruxelles, 15 ottobre 1974

Signor Segretario generale,

Con riferimento all'accordo raggiunto in data odierna tra l'Organizzazione del trattato Nord Atlantico ed il Governo della Repubblica italiana in merito all'applicazione del titolo IV della convenzione sullo statuto dell'Organizzazione del trattato Nord Atlantico, dei rappresentanti nazionali e del personale internazionale, firmata ad Ottawa il 20 settembre 1951, ai funzionari degli organismi civili della NATO, ho l'onore di informarLa circa i seguenti punti relativi alla precisazione delle condizioni di detto accordo.

1. Sebbene nel testo di questo accordo non sia stato applicato l'articolo XX della convenzione di Ottawa summenzionata, è inteso che nell'ipotesi in cui alti funzionari di nazionalità diversa da quella italiana siano chiamati a ricoprire incarichi in uno degli organismi contemplati nell'accordo, potranno essere loro accordati i privilegi e le immunità normalmente accordati agli agenti diplomatici di rango equivalente.

2. Come è stato anticipato durante i negoziati, il Governo italiano esaminerà ogni possibilità di concedere misure di cortesia a favore dei membri del personale interessato.

3. Di comune accordo con i rappresentanti degli organismi civili interessati, le competenti autorità amministrative italiane elaboreranno modalità di applicazione dell'accordo al fine di risolvere alcuni problemi di ordine pubblico che si pongono al personale, quali l'esecuzione delle formalità di registrazione che si applicano agli stranieri, le condizioni di importazione in franchigia del mobilio e delle autovetture nonchè le modalità di immatricolazione di tali vetture.

4. La data citata nell'art. 6 dell'accordo come data in cui è iniziato a funzionare il deposito sud della NAMSA è quella del 1° agosto 1972.

5. Gli ufficiali di collegamento non sono contemplati dall'art. 1, 1*b* dell'accordo.

6. L'accordo non pregiudica in alcun modo quello concluso il 5 febbraio 1968 fra l'Organizzazione del trattato Nord Atlantico ed il Governo della Repubblica italiana relativo ai funzionari del Collegio di difesa della NATO.

Le sarei grato se volesse comunicarmi il Suo eventuale accordo su tali precisazioni e La prego di accettare, Signor Segretario generale, le espressioni della mia alta considerazione.

F. CATALANO DI MELILLI
Rappresentante permanente d'Italia
presso il Consiglio del Nord Atlantico

ORGANIZZAZIONE DEL TRATTATO
NORD ATLANTICO

Il Segretario generale

S.E. M. F. CATALANO DI MELILLI
Rappresentante permanente d'Italia
presso il Consiglio Nord Atlantico
BRUXELLES

Bruxelles, 15 ottobre 1974

Signor Ambasciatore,

Con la Sua lettera del 15 ottobre 1974 e con riferimento all'accordo raggiunto in data odierna fra l'Organizzazione del trattato Nord Atlantico ed il Governo della Repubblica italiana in merito all'applicazione del titolo IV della convenzione sullo statuto dell'Organizzazione del trattato Nord Atlantico, dei rappresentanti nazionali e del personale internazionale, firmata ad Ottawa il 20 settembre 1951, Ella mi ha informato su alcuni provvedimenti che precisano le condizioni di detto accordo.

Ho l'onore di comunicarLe il mio accordo e La prego, Signor Ambasciatore, di accettare le assicurazioni della mia più alta considerazione.

J.M.A.N. LUNS

ACCORDO

PER L'ISTITUZIONE DI UN'AGENZIA DELLA NICSO IN ITALIA

IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA

E

LA N.I.C.S.O.

rappresentata dal direttore generale della N.I.C.S.M.A.,

Vista la decisione del Consiglio Atlantico del 17 marzo 1971, con la quale veniva approvata l'istituzione della NICSO (NATO Integrated Communications System Organization);

Considerata la necessità di istituire un'agenzia della NICSO per l'espletamento delle funzioni di nazione ospite in Italia;

Considerato che tra la Repubblica italiana e l'Organizzazione del trattato Nord Atlantico è stato concluso il 15 ottobre 1974 a Bruxelles un accordo per regolare in modo uniforme ed organico le modalità di applicazione del titolo IV della convenzione di Ottawa, firmata il 20 settembre 1951, ai funzionari dell'Organizzazione del trattato Nord Atlantico in servizio presso il deposito NAMSA Sud e presso gli altri organismi civili dell'Organizzazione situati nel territorio della Repubblica italiana;

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1

Viene installata in Italia un'agenzia della NICSO, denominata « NICSMA Italia », qui appresso indicata « l'agenzia », col compito di svolgere le funzioni di nazione ospite per la realizzazione dei progetti NICS.

Articolo 2

L'agenzia quale parte integrante della NICSO è un organismo sussidiario NATO.

Articolo 3

Per quanto concerne lo status del personale dell'agenzia, i privilegi e le immunità allo stesso accordati, si applicano le disposizioni dell'accordo fra il Governo italiano e l'Organizzazione del trattato Nord Atlantico firmato a Bruxelles il 15 ottobre 1974 e di cui in preambolo.

Articolo 4

L'agenzia, per le proprie attività svolte in Italia, gode dei benefici e delle esenzioni fiscali e doganali, nonché dell'esenzione da restrizioni quantitative all'importazione ed all'esportazione, previsti dalla citata convenzione di Ottawa e dalla legislazione italiana.

La procedura per l'applicazione di dette esenzioni e benefici sarà stabilita fra i rappresentanti del Governo italiano e il direttore generale della NICSMA.

Articolo 5

Il presente accordo entrerà in vigore il giorno in cui il Governo italiano avrà notificato al direttore generale della NICSMA che le formalità per la sua entrata in vigore sono state adempiute.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati dalle rispettive autorità, hanno firmato il presente accordo.

FATTO a Bruxelles il 21 aprile 1975 in duplice esemplare, nelle lingue italiana ed inglese, i due testi facenti egualmente fede.

Per il Governo
della Repubblica italiana
Felice CATALANO DI MELILLI

Per la NATO
Integrated Communications System
Organization NATO
Il direttore generale della NICSMA
BÜCHS

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
FORLANI

ANTONIO SESSA, *direttore* DINO EGIDIO MARTINA, ***redattore***

(8651004/5) **Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - S.**